



Crise de la Covid-19 et confinement : regards sociologiques

Claire Bidart, Michel Castra, Séverine Chauvel, Violaine Girard, Colin Giraud,
Carine Ollivier

DANS **SOCIOLOGIE** 2023/2 (VOL. 15), PAGES 149 À 155
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 2108-8845

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-sociologie-2023-2-page-149.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Crise de la Covid-19 et confinement : regards sociologiques

Covid-19 crisis and lockdown: Sociological views

par **Claire Bidart, Michel Castra, Séverine Chauvel, Violaine Girard, Colin Giraud, Carine Ollivier***

En mars 2020, le monde entier a fait face à la diffusion d'un nouveau coronavirus dont les caractéristiques, l'évolution progressive et les effets sur la santé humaine restent à éclairer avec précision. En deux années, les connaissances scientifiques et médicales ont progressé. Les instruments de protection et de lutte contre le SarsCov2 se sont développés tandis que les discours publics laissent aujourd'hui une place bien moindre à l'évolution de l'épidémie, donnant parfois l'impression que la Covid-19 a disparu ou, au moins, que ses effets sur les conditions d'existence et les manières de vivre se sont fortement atténués. Sans savoir quelle sera la « suite de l'histoire », ce « retour à la normale » tranche cependant avec le climat de sidération, les contraintes sanitaires et sociales, les manières de vivre et les adaptations plus ou moins improvisées qui ont régné en France et dans le monde en 2020-2022. La diffusion rapide du virus, ses conséquences sanitaires et hospitalières dramatiques ont amené les gouvernements à adopter des mesures exceptionnelles, et les sociétés ont traversé une période extraordinaire marquée par de nombreuses peurs et angoisses, par différentes formes de restrictions et de contraintes et, *in fine*, par des attitudes et des comportements largement inédits. Ce qui relevait initialement d'une pandémie, et des mesures prises pour y faire face, s'est progressivement mué en une crise avec un ensemble de bouleversements et d'adaptations dans l'organisation de nos sociétés, dont on interroge encore l'ampleur et les irréversibilités (Bessin *et al.*, 2010). La réduction ou l'arrêt de nombreuses activités, notamment marchandes mais aussi culturelles, touristiques, sportives, associatives, la fermeture de certains services publics, la suspension de nombreux contacts physiques, d'échanges et de déplacements, les

mesures de confinement, de couvre-feu et de protection vis-à-vis de la maladie, les ré-organisations des mondes du travail, sur site comme à distance... : toutes ces mesures plus ou moins temporaires ont profondément affecté l'organisation de la vie sociale. En trois années, la crise a connu des séquences d'une brutalité variable : les sociétés ont vécu au rythme des mutations virales, des controverses autour des mesures de prévention mais aussi des avancées vaccinales et médicales, alternant vagues successives d'afflux de malades et phases de répit, contractions et réouvertures de l'activité sociale et économique. Selon les pays et les moments, selon les groupes sociaux et les situations individuelles, la période n'a été ni homogène, ni contrainte avec la même intensité. Reste que le sentiment partagé est d'avoir dû composer, s'adapter et s'organiser. De ce point de vue, et à l'échelle des générations de l'après Seconde Guerre mondiale, rares sont les événements ayant eu, à l'échelle de la planète, autant d'effets sur la vie sociale en un temps si court et à un rythme aussi brutal.

Comme d'autres collectifs et institutions, la revue *Sociologie* n'a pas été épargnée durant cette période et ses activités ont dû composer avec de multiples contraintes. Reprenant progressivement, même à distance, son activité de publication, d'évaluation et de réflexion éditoriale, le comité a souhaité dans le courant de l'année 2020 participer à l'effort collectif de réflexion et d'analyse d'une telle expérience à partir des outils de la discipline principale dans laquelle s'inscrit la revue : la sociologie. Dans la mesure où les effets sociaux de la crise ont affecté toutes les dimensions de la vie sociale, il nous a semblé important qu'une revue telle que *Sociologie* y consacre son attention. Le comité a donc décidé d'ouvrir un

* Coordinateurs-rices du numéro, membres du comité de rédaction de la revue *Sociologie*.

appel à contributions, convaincu que des éclairages empiriques, même provisoires et constitués en un temps très court, étaient nécessaires pour entamer maintenant un travail d'explication et de compréhension de cette crise et de ses effets. Notre appel à contribution, bref, à court délai et volontairement ouvert, donnait la possibilité de faire émerger des analyses portant sur des dimensions très différentes de la crise sanitaire et de ses effets sociaux. Finalement, s'ils sont traversés par des problématiques communes, les cinq articles publiés dans ce numéro reflètent cette diversité thématique, même si ce dossier n'épuise en rien les questions posées par une telle épreuve collective.

L'article de Philippe Charrier, Gaëlle Clavandier, Marc-Antoine Berthod, Martin Julier-Costes, Veronica Pagnamenta et Alexandre Pillonel aborde la période pandémique à partir d'un secteur d'activité directement concerné par les dimensions sanitaires de la crise, à savoir celui de la prise en charge des corps des défunts. Face à une crise mortuaire sans précédent, les auteur·rices soulignent combien ce travail de prise en charge a dû s'adapter tant du point de vue réglementaire que du point de vue organisationnel. Mais ces reconfigurations, situées au croisement du sanitaire et du funéraire, ont surtout posé la question du sens de l'activité et de la nature de son mandat pour des professionnels positionnés en première ligne et particulièrement mis à l'épreuve par l'accumulation des décès du fait de la nature de leurs tâches et de leur composante émotionnelle et symbolique.

La question du travail apparaît de façon plus large à travers l'expérience des travailleur·euses en période de confinement, sous la plume de Vincent Cardon, Antoine Machut et Anton Perdoncin. À partir d'une enquête statistique, cet article décrit le paysage contrasté des expériences de travail pendant cette période et analyse de façon plus approfondie le cas de celles et ceux qui ont continué à se rendre sur leur lieu de travail. Comment ont-ils vécu cette période ? Quel impact a-t-elle eu sur leur activité mais aussi sur leurs relations sociales, pendant que d'autres restaient confiné·es chez eux ? L'article montre que les différences constatées s'expliquent en réalité d'abord par des variables socio-démographiques plus classiques (ici le sexe, l'âge, la classe sociale) que par des différences dans les conditions concrètes de travail pendant la période de confinement.

Michel Grossetti, Guillaume Favre, Julien Figeac et Lydie Launay examinent les effets relationnels de la crise sanitaire à

partir d'une enquête statistique et longitudinale, comportant un important volet sur les sociabilités. L'article montre l'ampleur du tri relationnel qu'a provoqué le confinement en recentrant largement les sociabilités sur des liens forts et socialement homogènes. Ce tri n'a cependant pas affecté tous les groupes sociaux de la même façon, les jeunes et les plus diplômé·es apparaissant ici comme les plus touché·es par la réduction de leurs liens. Ce tri semble avoir été peu compensé par des liens plus faibles mais à proximité géographique – ceux du voisinage – et une sociabilité ordinaire ne semble pas non plus totalement rétabli quelques mois après cette première expérience de restriction des liens.

Intitulé « Des vies sociales bouleversées ? », un autre article rassemble trois équipes de recherche européennes et huit auteur·rices : Julie Landour, Pascal Barbier, Jean-Marie Le Goff, Myriam Chatot, Sandra V. Constantin, Helena Braga Kestener, Elisabeth Hultqvist et Ida Lidegran. Comparant les cas français, suisse et suédois, il aborde aussi les sociabilités en soulignant le processus de « familialisation des liens » et en analysant le ré-agencement plus ou moins fort des liens familiaux et extra-familiaux. Les auteur·rices insistent alors sur les variations de ces réagencements et montrent que le recentrement des liens sur la famille est mis en œuvre, vécu et perçu de façon très différente selon les habitudes et contacts sociaux préalables des familles, et selon le sexe des membres du foyer interrogés.

Enfin, l'enquête de terrain menée pendant le confinement dans un village de montagne par Lorenzo Barrault-Stella montre que les inégalités sociales face aux institutions publiques se poursuivent dans cette période de crise sanitaire. Son article souligne à la fois les résistances des habitant·es aux mesures coercitives et les manières socialement différenciées dont ils prennent appui sur d'autres ressources étatiques telles l'école, l'hôpital public, l'aide sociale ou encore le soutien économique aux activités professionnelles. Des formes de défiance et de distance à l'égard des institutions répressives, renforcées durant la période du confinement, cohabitent sur ce terrain avec des logiques de conformation à l'emprise étatique lorsque celle-ci est portée par des institutions redistributives ou sociales.

Plus généralement, ces cinq contributions composent un numéro qui traite d'emblée de la question du positionnement de la recherche sociologique face à l'actualité. Si la recherche

et l'enquête s'inscrivent habituellement dans le temps relativement long du recueil de données et des procédures complexes de l'analyse, une telle crise tend à accélérer les processus, les décisions, les comportements (Bensa & Fassin, 2002). Dès lors, comment ajuster le temps de la recherche à celui de l'événement tout en maintenant l'exigence du raisonnement et de l'analyse scientifiques ? Comment analyser ce qui se passe en temps réel, sous les yeux des sociologues, eux-mêmes confrontés à l'inédit ? Quelles méthodes mettre en œuvre et quelles données récolter dans un contexte de confinement, à distance relative du monde social habituellement investi comme terrain d'enquête et d'observation ? Les articles rassemblés dans ce numéro posent entre autres ces questions et offrent des éléments de réponse à travers des enquêtes mobilisant différentes méthodes et des données de nature variée pour appréhender leurs objets : matériaux ethnographiques (observations *in situ* lorsque les terrains – de confinement – le permettent, entretiens à distance ou en face-à-face), questionnaires et données statistiques, approches longitudinales élaborées au fil de la crise. Des protocoles d'enquête variés ont pu naître de l'événement lui-même ou s'y adapter et se nourrir de conditions singulières d'enquête lorsque les recherches étaient déjà engagées auparavant, la crise liée à la Covid-19 ayant eu *in fine* des effets sur bon nombre de recherches sociologiques en cours à partir de 2020, notamment sur les terrains des recherches doctorales.

De ce point de vue, cette crise a aussi profondément atteint le champ académique et produit des effets sur les pratiques de recherche et sur les conditions mêmes du travail scientifique. Des équipes se sont construites de façon impromptue, des collectifs et des projets ont émergé de manière informelle et dans le cours des événements, souvent hors institutions et sans financement. De façon plus concrète encore, les chercheurs et chercheuses ont appris à composer avec le travail à distance, et des collègues parfois inconnus auparavant, et à innover dans leurs méthodes, en diversifiant leurs outils de récolte de données (téléphone ou visioconférence notamment pour la réalisation d'entretiens ; recueil d'archives numériques...). Ces modalités inédites de la recherche ont parfois

permis, pour les sociologues aussi, de rompre l'angoisse de l'isolement et de l'interruption de nombreuses activités. Ces adaptations ne doivent toutefois pas faire oublier qu'elles se sont inscrites, pour les collègues enseignant-es et chercheur-es, comme pour d'autres expériences de travail, dans des situations concrètement très différentes selon les configurations familiales et celles de l'entourage, selon les contraintes domestiques, familiales et/ou parentales, ainsi que selon les conditions de poursuite des activités d'enseignements et de l'entretien des relations avec les étudiant-es. Face à de tels bouleversements, plusieurs institutions et organismes scientifiques ont également fait preuve d'une réactivité inédite. Dès les premières semaines de la crise sanitaire, l'Agence nationale de la recherche (ANR), la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) ont ainsi mis en place des financements spécifiques exceptionnels pour encourager ou commencer des travaux scientifiques sur la crise. Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Institut national des études démographiques (INED) ont rapidement lancé des appels à projets pour l'un, assuré un soutien à la collecte de données originales pour l'autre. Ces modes de financement ciblés, souvent de très court terme, et cette nécessité d'enquêter à chaud¹, ont eu sans conteste des effets sur les façons de faire de la recherche et ont accéléré les temps habituels de lancement et d'analyse des enquêtes. Ainsi, si la crise a probablement d'abord ralenti et suspendu une partie des recherches en sciences sociales, elle a aussi progressivement contribué à en susciter de nouvelles, à en nourrir de plus anciennes² et, plus généralement, à montrer la nécessité de ces recherches. Elle soulève cependant un certain nombre d'interrogations. D'une part, sur certaines formes de dépendance de la recherche aux dispositifs d'appels à projets, qui exigent une forte réactivité et exercent des effets de sélection sur les types de travaux conduits, parfois en contradiction avec les objets et la temporalité de la démarche scientifique. D'autre part, sur les inconvénients de travailler sur des terrains éphémères, sur les frontières entre sociologie et journalisme, ou encore sur le recul nécessaire du chercheur et de la chercheuse face aux événements.

1. Voir notre débat sur ce sujet dans *Sociologie*, n° 3, vol. 11, 2020.

2. En témoignent aujourd'hui les nombreuses publications sur le sujet (numéros spéciaux de revue, ouvrages collectifs) ainsi que les journées d'étude et séminaires prenant pour objet, depuis 2021, la crise sanitaire ou tout au moins l'intégrant dans les thématiques abordées (voir l'appel à communication du Congrès de l'Association française de sociologie 2023).

En mettant les sociologues à l'épreuve de nouveaux objets, en modifiant les modalités d'accès au terrain, en produisant des conditions de travail extra-ordinaires (temporalité de la recherche, financements, télétravail, outils numériques), la crise liée à la Covid-19 a amené les sociologues à réagir à l'événement et à produire des connaissances en temps de crise. Elle nécessite cependant le maintien d'une grande réflexivité quant aux données produites dans ces conditions spécifiques et pose finalement à nouveau la question de la place de la sociologie dans nos sociétés. Alors que le rapport au terrain a été contraint, la nécessité de combiner les méthodes et d'innover empiriquement s'est fait sentir pour la majorité des recherches menées lors de cette séquence. À cet égard, ce numéro est exemplaire puisque les travaux réunis ici mixent des données qualitatives et quantitatives et font preuve d'inventivité méthodologique en proposant par exemple une analyse longitudinale dont une « panelisation » de fait d'enquêtes non conçues pour cela au départ. Ils montrent, enfin, la grande réactivité de la communauté académique qui a su constituer des équipes formées dans l'action alors qu'elles n'y étaient pas préparées, et pour beaucoup non financées, tout en faisant preuve de la réflexivité nécessaire à ces analyses conduites à chaud.

En termes d'analyses et de résultats, on peut distinguer trois traits saillants : les modalités de l'impact de cette crise sur les liens sociaux, sur les inégalités et, enfin, sur la dimension temporelle de ces effets.

En premier lieu, il ressort que l'une des préoccupations des sociologues tient aux effets de cette crise sur le lien social, celui-ci étant pris dans tout l'éventail de ses significations, depuis les interactions sociales quotidiennes entre les personnes, les relations tissées dans les familles et les cercles amicaux, les formes d'organisation, jusqu'au lien entre les citoyens et l'État (Paugam, 2022) avec les évolutions des rapports au politique et aux institutions. Les contraintes sanitaires ont en effet porté sur les manifestations les plus concrètes de ce lien social, mais aussi sur les plus symboliques, qu'il s'agisse des injonctions à la distance avec autrui et au port du masque ou des interdictions de se rassembler et de la fermeture des lieux publics. Empêchés, découragés et rendus suspects, les contacts et les liens interpersonnels ont fortement décliné. Les travaux montrent que l'on assiste en particulier à une forte diminution

de la sociabilité des jeunes, à un recentrage sur les liens les plus forts, mais aussi au développement important d'une nouvelle conflictualité, touchant les personnes proches (Mariot *et al.*, 2021). Les relations interpersonnelles sont en effet affectées directement par l'impossibilité de se rencontrer, de se toucher, de voir le visage dans son entier. Outre ces impacts sur les pratiques relationnelles et leur continuité, les règles de confinement ont bloqué les processus d'émergence des relations, en supprimant l'accès physique aux lieux de culture, de sport, de vie associative, de convivialité et de citoyenneté. Sans ces contextes, les relations ne peuvent se créer, celles qui existent déjà ne peuvent s'alimenter ni se renouveler, et beaucoup périssent, certaines par le maintien à distance et d'autres en de violentes divergences. L'absence de cadres partagés et l'impossibilité de se déplacer empêchent le renouvellement des réseaux relationnels, ce qui renforce l'homogénéité sociale (Favre *et al.*, 2022). Comment peuvent alors s'exercer les solidarités sociales entre générations, entre métiers, entre mondes ruraux et urbains, pauvres et riches ? Les rôles et les hiérarchies sociales ont été bousculés, qu'il s'agisse de l'utilité des métiers « de première ligne », de la vulnérabilité accrue des personnes âgées, de la prise en charge des enfants, de l'organisation des espaces domestiques, de doutes sur les populations les plus fragiles, et jusqu'aux priorités de la vie. À un niveau plus symbolique, l'empêchement des rituels a perturbé également le lien social. Les renoncements mais aussi les tris à effectuer entre les fêtes de Noël, les anniversaires, baptêmes, pots de retraite et, bien sûr, lors des rites d'obsèques, laissent des frustrations, blessures et conflits dont les cicatrices resteront sans doute longtemps vivaces. Le lien social est aussi affecté par les difficultés occasionnées pour l'ensemble des structures collectives et des organisations sociales (professionnelles, syndicales, culturelles, sportives, associatives, militantes...). Leurs instances, même maintenues actives, sont invisibilisées, tenues à distance et la reconnaissance sociale qui en est un moteur important ne circule plus de façon tangible. Enfin, à une échelle encore supérieure, le rapport à l'État des individus a souffert de cette crise : l'instauration de lois d'exception, la multiplication des mesures de surveillance et des sanctions, les débats politiques tendus, la multiplication des controverses, les attermolements, retards et erreurs des autorités et la désorientation générale qui en a découlé, ont produit des sentiments d'injustice et de révolte qui seront sans doute difficiles à oublier. Pour toutes ces raisons, le lien social a suscité beaucoup d'inquiétudes, dont la portée se précise dans plusieurs articles de ce numéro.

En deuxième lieu, ce numéro s'intéresse aux effets très inégaux selon les groupes sociaux qu'ont revêtus les expériences et les représentations de la crise (Maudet & Spire, 2021). Le contexte particulier induit notamment par les mesures de confinement a très vite retenu l'attention des sociologues sous l'angle de ses effets en matière d'inégalités, tant sur un plan économique (Bajos *et al.*, 2020), qu'en matière de santé (Mariette & Pitti, 2020) et de conditions de vie (Albouy & Legleye, 2020 ; Bugeja-Bloch & Lambert, 2020). Plusieurs recherches conduites durant le confinement ont ainsi démontré que la crise sanitaire a entraîné un approfondissement très fort des inégalités économiques existantes, les statuts et positions des plus précaires sur le marché du travail ayant été les plus affectés par la suspension ou la diminution de l'activité économique dues au confinement. L'enquête Cocovi (Cayouette-Remblière *et al.*, 2021) montre en particulier, à partir d'un questionnaire adressé durant le confinement à un échantillon représentatif de la population française, que « les conditions matérielles de vie » se sont le plus fortement dégradées pour les 18-44 ans, pour les ouvriers, les artisans et commerçants, et dans une moindre mesure, pour les employés, ainsi que pour les femmes (baisse de revenus, perte plus ou moins temporaire d'emploi, crainte d'éprouver des difficultés à payer son logement et à s'y maintenir, etc.). Les inégalités d'âge et de génération sont par ailleurs redoublées par l'épreuve du confinement : elles affectent durement les plus jeunes tant du point de vue des ressources, que des activités et des sociabilités (Cayouette-Remblière & Guérault, 2022 ; Maudet & Spire, 2022), tandis que les plus âgées, moins touchées matériellement, souffrent plus souvent d'isolement, que ce soit à domicile ou en Ehpad (Balard *et al.*, 2021).

Si l'on observe plus spécifiquement le champ du travail, la crise a eu des effets dont l'irréversibilité sera sans doute plus tangible : la montée en puissance du télétravail³ replace par exemple au cœur des enjeux l'équilibre entre le travail et la vie privée. Par ailleurs, des activités en temps normal invisibles et relevant du « sale boulot » sont apparues essentielles pendant les confinements. Cette mise en lumière a alors permis de révéler la contradiction entre la nécessité de ces activités et la précarité de leurs conditions d'exercice et de rémunération. Mais tandis que, collectivement, on applaudissait les travailleurs et les travailleuses de l'hôpital lorsque celui-ci était saturé, qu'on saluait le travail des enseignants quand les

écoles étaient fermées, qu'on affirmait le caractère essentiel de la culture quand les salles de spectacles et les librairies devaient rester portes closes, et qu'on louait les salarié-es de la « seconde ligne », le retour à une forme de routine après la crise ne met que mieux en lumière les inégalités révélées et exacerbées par la pandémie. Ainsi, si la Covid-19 a changé le rapport au travail, elle l'a fait de manière inégalitaire en particulier selon la classe sociale et le genre (Leroyer *et al.*, 2021). Au cours du confinement de mars-avril 2020, 80 % des cadres ont pu travailler depuis leur domicile alors qu'à peine 20 % des employés et 2 % des ouvriers ont été en mesure de le faire (Barhoumi *et al.*, 2020). Dans le domaine de la santé, si les collectifs de travail ont porté le surinvestissement des soignant-es durant la crise, les rapports de domination ont resurgi ensuite à l'hôpital avec force une fois la crise passée, traduisant de fait un renforcement des hiérarchies organisationnelles provisoirement ébranlées par l'épreuve (Gelly & Spire, 2021). Dans le domaine de l'éducation, la période de confinement du printemps 2020 a profondément déstabilisé des enseignant-es, des élèves et des familles souvent démunis et contraints, du jour au lendemain, de s'approprier des outils numériques et de transformer leurs pratiques pédagogiques (Poullaouec, 2021 ; Bonnéry & Douat, 2020 ; Chauvel *et al.*, 2021). Les travaux et les recherches restitués dans ce numéro montrent ainsi le caractère fondamentalement inégalitaire des effets de la crise de la Covid-19, et par là sans doute celui de nos sociétés de façon plus générale. L'expérience du confinement mais aussi des contraintes sociales et sanitaires enregistre, reproduit et amplifie des inégalités sociales déjà bien présentes en amont de la pandémie (Fassin, 2021). La question de la santé mentale, qui a surgi de façon inédite lors de cette crise, apparaît aussi comme un révélateur d'inégalités sociales et sanitaires touchant fortement certains publics (étudiant-es, précaires, personnes âgées, adolescent-es, migrant-es, etc.). Le poids des variables lourdes, relativement indépendantes de la crise elle-même, se confirme dans de nombreux résultats publiés dans ce numéro et explique souvent des expériences concrètes et des perceptions très différentes de cette période.

Mais la crise participe également d'une reconfiguration des inégalités, du fait d'interférences fortes entre sphères sociales durant la crise : les modes d'organisation du couple, de la

3. Voir à ce sujet le n° 43, 2021/2 de *Sociologies pratiques*.

famille, des collectifs de travail, etc., s'en sont trouvés bouleversés. Les données longitudinales de l'enquête EpiCov permettent notamment de mesurer une « surcharge domestique pour les femmes avec de jeunes enfants » (Pailhé *et al.*, 2022). L'augmentation du temps consacré au travail domestique et parental a concerné très fortement les femmes, et ce pour toutes les catégories sociales, contribuant ainsi à une atténuation, durant le premier confinement, des écarts entre femmes de classes sociales différentes. La mise à l'arrêt des services publics de l'éducation et de l'enfance, comme celle des services domestiques marchands, est en effet venue renforcer les tâches domestiques pour les femmes des classes supérieures notamment, qui y recourent en temps normal. Le premier confinement a par ailleurs conduit à un renforcement inédit des inégalités entre les femmes et les hommes au sein du foyer, les femmes n'ayant guère pu se soustraire aux responsabilités domestiques et parentales au cours de cette période (Lambert *et al.*, 2021).

Enfin, en troisième lieu, le numéro aborde les effets de la crise sur la question des temporalités. Si cette crise sanitaire n'a pas affecté toutes les vies de la même façon, on peut s'interroger également sur les continuités et les changements induits par la pandémie. Le propre des crises est lié à leur caractère imprévisible, aux incertitudes et aux désordres qu'elles impliquent, mais aussi à la porosité plus grande entre les sphères du social et de la vie privée. Au fil de ces articles, nous pouvons distinguer à la fois des formes de continuité, qui se caractérisent par le poids des variables lourdes ou des modèles familiaux, mais aussi des formes de nuances dans les tendances – sur les inégalités domestiques par exemple –, des résistances aux désordres ou aux bouleversements entraînés par la crise – dans le domaine du funéraire –, et certaines qui marquent, peut-être, des évolutions plus durables comme les pratiques de télétravail ou les usages des outils de communication à distance. En outre, les perspectives se trouvent de fait emboîtées : les enquêtés font désormais plus facilement le lien entre leurs propres conditions individuelles, d'une part, et l'avenir de la planète et la crise climatique, d'autre part (Bidart, 2021 ; Grossetti, 2021). La crise a brutalement augmenté ces interférences et généralisations, ce qui a, en retour,

contribué à augmenter l'incertitude. À l'heure où ce numéro paraît, il est bien difficile de savoir ce qui relève ainsi de changements conjoncturels et provisoires et ce qui relève de mutations plus profondes et structurelles aux effets durables. Dans de nombreux domaines, les médias ont, durant des mois, identifié, décrit et évoqué de « nouvelles pratiques », de « nouvelles tendances » et de « nouvelles habitudes » en partie produites par les différentes situations et contraintes dues à la crise sanitaire. On se souvient aussi des nombreuses réflexions ouvertes sur « le monde d'après », imaginé comme une nouvelle ère dans laquelle les valeurs, les comportements et les aspirations changeraient radicalement. Ces discours et images médiatiques interrogent les sociologues. C'est d'abord la qualification de « nouveau » qui peut questionner dans certains cas, tant certaines pratiques ont probablement connu une accélération et une diffusion plus rapide, plutôt qu'une apparition inédite. Mais c'est aussi le caractère durable et pérenne de certaines mutations qui interroge : une fois les mesures de crise levées, les contraintes allégées ou passées, que restera-t-il de ces manières de vivre et de penser ? Comment cette crise sanitaire va-t-elle peser sur les orientations futures de santé publique ? Dans quelle mesure les actions de prévention occuperont-elles une place nouvelle dans nos vies et dans les politiques publiques ? Les désirs de vie au grand air et loin des métropoles des citadins, la place de la santé dans la vie quotidienne, la préférence pour le télétravail et les déplacements à vélo, ou le développement des activités au domicile, notamment en matière de pratiques culturelles avec des consommations domestiques depuis des plateformes plutôt que dans les espaces dédiés, sont-ils amenés à perdurer et à modifier nos façons de vivre ? Ou n'étaient-ils que des formes d'adaptation et de réactions provisoires aux contraintes du moment, des nécessités faites temporairement vertus ? Il y a fort à parier que la réponse n'est pas univoque et qu'elle révélera, avec le temps et l'accumulation de recherches de plus long terme, certains processus temporaires et réversibles, d'autres aux effets plus profonds et plus durables. Cette question renvoie à nouveau aux temporalités des recherches portant sur la crise, à celles du changement social et à celles d'un événement aux répercussions et aux répliques encore mal connues.

Bibliographie

Albouy V. & Legleye S. (2020), « Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socio-professionnelle », *INSEE Focus*, n° 197.

Bajos N., Warszawski J., Pailhe A., Counil E., Jusot F., Spire A., Martin C., Meyer L., Sireyjol A., Franck J.-E. & Lydie N. (2020), « Les inégalités sociales au temps du Covid-19 », *Questions de santé publique, IReSP*, n° 40, p. 1-12.

Balard F., Caradec V., Castra M., Chassagne A., Clavandier G., Launay P., Schrecker C. & Trimaille H. (2021), « Habiter en Ehpad au temps de la Covid-19 : les logiques sociales des expériences du premier confinement », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 141, p. 31-48.

Barhoumi M., Jonchery A., Lombardo P., Le Minez S., Mainaud T., Raynaud E., Pailhé A., Solaz A. & Polak C. (2020), « Les inégalités sociales à l'épreuve de la crise sanitaire : un bilan du premier confinement », in Mainaud T. & Raynaud E. (dir.), *France, Portrait social. Édition 2020*, Montrouge, Insee, p. 11-44.

Bensa A. & Fassin É. (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20.

Bessin M., Bidart C. & Grossetti M. (dir.) (2010), *Bifurcations. Les Sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte.

Bidart C. (2021), « Relations personnelles et solidarités : comment la crise déplace les perspectives », Note de recherche publiée sur le Carnet Hypothèses VICO, 9 février 2021, <https://vico.hypotheses.org/223>.

Bonnéry S. & Douat E. (dir.) (2020), *L'Éducation aux temps du coronavirus*, Paris, La Dispute.

Bugeja-Bloch F. & Lambert A. (2020) « Le logement, vecteur des inégalités », *La Vie des idées*, 27 avril 2020, <https://lavie-desidees.fr/Le-logement-vecteur-des-inegalites.html>.

Cayouette-Remblière J. & Guérait É. (2022), « Travailler, se loger et rompre l'isolement. Une jeunesse fragilisée et divisée par le premier confinement », in Amsellem-Mainguy Y. (dir.), *Jeunesses. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 103-119.

Cayouette-Remblière J., Lambert A., Girard V., Guérait É., Le Roux G. & Bonvalet C. (2021), « Cadres statistiques. Des inégalités exacerbées : les effets sociaux du confinement saisis par les chiffres », in Lambert A. & Cayouette-Remblière J. (dir.), *L'Explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 47-91.

Chauvel S., Delès R. & Pirone F. (2021), « Enseigner pendant le confinement en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP et REP+). Entre difficultés accrues et montée en réflexivité », *Administration & éducation*, n° 169, p. 119-124.

Favre G., Figeac J., Grossetti M. & Tudoux B. (2022), « Social Distance in France. Evolution of Homogeneity Within Personal Networks from 2001 to 2017 », *Social Networks*, n° 68, p. 70-83.

Fassin D. (2021), *Les Mondes de la santé publique. Excursions anthropologiques*, Paris, Seuil.

Gelly M. & Spire A. (2021), « Soigner sans compter. Les agents de l'hôpital public face à l'épidémie de Covid-19 », *Revue française des affaires sociales*, n° 4, p. 15-34.

Grossetti M. (2021), « Covid-19's Pandemic Braking Policies. A Rise in Generality of Disorder to Limit Irreversibilities », EPJ Web of conferences 263, (2022), 8th Complexity-Disorder Days 2021.

Lambert A., Girard V., Guérait É., Le Roux G. & Bonvalet C. (2021), « L'enfermement domestique des mères. Conditions de logement et espace à soi en confinement », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 141, p. 11-30.

Leroyer A., Lescurieux M. & Viera Giraldo V. (2021), « Comment la pandémie de Covid-19 a-t-elle bouleversé le rapport au travail ? », *Connaissance de l'emploi*, n° 172.

Mariette A. & Pitti L. (2020), « Covid-19 en Seine-Saint-Denis (1/2) : quand l'épidémie aggrave les inégalités sociales de santé », *Métropolitiques*, 6 juillet 2020.

Mariot N., Mercklé P. & Perdoncin A. (dir.) (2021), *Personne ne bouge ! Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA Éditions.

Maudet M. & Spire A. (2021), « Les représentations de l'épidémie de Covid-19 à l'épreuve des différences sociales et du temps », *Revue française de sociologie*, vol. 62, n° 3-4, p. 413-450.

Maudet M. & Spire A. (2022), « Chapitre 3. Des jeunes à distance de l'État. Les effets de la crise épidémique », in Amsellem-Mainguy Y. (dir.), *Jeunesses. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 85-101.

Pailhé A., Solaz A., Wilner L. & the EpiCov team (2022), « Housework and Parenting during the Lockdowns in France. How Have Socio-Economic and Gender Inequalities Changed? », *Économie et Statistique/Economics and Statistics*, n° 536-537, p. 3-25 (First published online July 2022).

Paugam S. (2022), *Le Lien social*, Paris, Puf.

Poullaouec T. (2021), « La "continuité pédagogique" a-t-elle fonctionné ? », in Mariot N., Mercklé P. & Perdoncin A. (dir.) (2021), *Personne ne bouge ! Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA Éditions, p. 117-123.